

Aider les proches restés au pays

En matière de lutte contre la pauvreté dans les pays en développement, la majeure partie des ressources proviennent des travailleurs émigrés. Selon une estimation de la Banque mondiale, la somme totale envoyée par les migrants dans leur pays d'origine a dépassé 250 milliards de dollars en 2005. De Gabriela Neuhaus.



Pays de provenance des transferts

(en milliards de dollars)

États-Unis: 34

Arabie saoudite: 15

Allemagne: 9,9

Suisse: 9,2

France: 4,7

Source: «Remittances: Development Impact and Future Prospects», par Samuel Munzele Maimbo et Dilip Ratha, Banque mondiale, 2005

Pays de destination des transferts

(en milliards de dollars)

Inde: 21,7

Chine: 21,3

Mexique: 18,1

France: 12,7

Philippines: 11,6

Source: «Global Economic Prospects 2006», Banque mondiale

À l'heure actuelle, plus de 200 millions de personnes gagnent leur vie dans un pays étranger. L'accélération des migrations internationales, stimulées par le fossé économique, s'accompagne d'un accroissement rapide des sommes envoyées par les migrants vers leur pays d'origine. La Banque mondiale estime que les rapatriements de salaires ont dépassé 250 milliards de dollars en 2005.

Ce montant est largement supérieur aux ressources de l'aide publique au développement. Si l'on considère uniquement les chiffres concernant la Suisse,

les travailleurs étrangers – y compris les frontaliers – ont transféré dans leur pays quelque 9 milliards de dollars en 2005, soit cinq fois le montant que la Confédération a alloué à la coopération au développement pendant la même période.

Réglementation en vue

Les envois de fonds empruntent divers canaux. L'essentiel, c'est que le transfert ne coûte pas trop cher, qu'il soit sûr et que l'argent parvienne rapidement à son destinataire. Nombre de migrants recourent

à des filières informelles, qui reposent sur des personnes de confiance et des réseaux de compatriotes. Par ce biais, la transaction est fiable et bon marché.

Depuis les attaques terroristes du 11 septembre 2001, ces organismes non agréés et échappant à tout contrôle subissent cependant de fortes pressions: on les soupçonne d'appartenir au réseau qui finance le terrorisme et d'aucuns voudraient les voir disparaître. Souvent à tort, estime Georg Felber, de l'organisation suisse de développement Intercooperation, qui a étudié pour la DDC la question des remises de fonds: «Du fait que beaucoup de pauvres n'ont pas accès au système bancaire, les canaux informels jouent un rôle essentiel. Les réseaux utilisés par les migrants acheminent

un autre expédie 100 francs à sa mère malade en Équateur pour qu'elle puisse se procurer les médicaments dont elle a un urgent besoin, etc.

Née au Brésil, Helena de Martin propose ses services dans une boutique de Zurich-Oerlikon. Avec au maximum 12 transactions par jour, son bureau fait figure de parent pauvre sur ce marché. À la gare centrale de Zurich, où Western Union tient une agence en partenariat avec les CFF (comme dans bien d'autres gares suisses), le nombre de transactions peut aller jusqu'à 250 par jour. Cela bien que les frais soient considérables, surtout lorsqu'il s'agit de petits montants.

«Tout le monde connaît Western Union. Lorsque je leur confie mon argent, je suis sûr qu'il arrivera à destination», déclare un jeune Kenyan. Il vient



généralement de petites sommes. Le terrorisme international dispose de moyens autrement plus importants.»

La tendance est cependant à la réglementation. Dans le monde entier, on s'efforce de donner un cadre formel aux envois d'argent, en préconisant par exemple les transferts de compte à compte. Mais les virements bancaires sont souvent compliqués et onéreux. De plus, nombre de destinataires dans les pays en développement n'ont pas de compte bancaire et ils n'habitent pas à proximité d'une banque bénéficiant de relations internationales.

Voilà pourquoi les travailleurs émigrés s'adressent à des entreprises spécialisées, comme Western Union qui propose ce genre de prestations depuis 1871. Avec 300 000 agences dans 200 pays, la filiale du groupe financier américain First Data est aujourd'hui leader mondial sur le marché des transferts de fonds en espèces.

Un commerce lucratif

Helena de Martin dirige l'une de ces 300 000 agences. Du point de vue suisse, les sommes qu'on lui confie sont modestes: un client envoie 200 francs à sa famille en Côte d'Ivoire pour payer des frais scolaires et acheter des cadeaux de mariage,

de déposer 250 francs au guichet de la gare de Zurich. Un parent ira chercher le montant correspondant en monnaie locale auprès d'une agence dans une petite ville du Kenya et se chargera de le répartir entre les membres de la famille. Le coût du transfert s'élève à 30 francs.

Jan Hillered, vice-président de Western Union pour l'Allemagne, l'Autriche, la Suisse et l'Europe centrale, justifie les tarifs par le réseau mondial de sa société et la sécurité qu'elle garantit. Ces avantages, de même que la rapidité du transfert – l'argent parvient à destination en quelques minutes – sont les principales raisons du succès de l'entreprise américaine.

Beaucoup de migrants n'ont tout simplement aucun autre moyen d'envoyer de l'argent chez eux. En 2005, Western Union a assuré 280 millions de transactions, réalisé un chiffre d'affaires de 4,4 milliards de dollars en taxes de transfert et dégagé un bénéfice de 1,3 milliard de dollars. Le groupe mondial a ainsi gagné 5 dollars sur chaque transaction. Cette activité lucrative connaît actuellement une croissance de plus de 10 pour cent par an.

Le marché et la morale

Selon les estimations de la Banque mondiale, les

Envois de fonds et développement

Le rapport de la Banque mondiale *Global Economic Prospects 2006* est consacré aux implications économiques des envois de fonds. L'argent des migrants sort donc enfin de l'ombre. Dans sa conclusion, la Banque mondiale plaide pour une réduction des frais de transaction perçus sur les petites sommes. Elle souhaite ainsi non seulement éviter aux migrants les plus pauvres et à leurs familles de perdre trop d'argent, mais aussi parvenir peu à peu à réglementer ces transferts financiers.

www.worldbank.org/prospects/gep2006



Trois dollars pour un

Selon les statistiques officielles, plus de 9 millions de Mexicains vivent aux États-Unis. Des milliers d'autres y ont élu domicile illégalement. Les envois de fonds de cette communauté constituent un apport essentiel pour l'État mexicain qui tente désormais d'orienter cet argent vers des projets de développement : lorsque les émigrés mexicains constituent des associations d'expatriés afin de soutenir un projet dans leur pays d'origine, l'administration publique va jusqu'à tripler la mise. À l'instar du Mexique, d'autres pays – donateurs ou bénéficiaires – cherchent à canaliser l'argent des migrants vers les circuits quasi publics et de le mettre au service du développement.

taxes accaparent en moyenne 10 à 15 pour cent (pour les petites sommes, elles vont jusqu'à 30 pour cent) de tous les rapatriements de salaires. Ces commissions font l'objet d'attaques de plus en plus vives. Dans un postulat déposé en octobre 2005, le conseiller national Carlo Sommaruga a critiqué les « frais exorbitants » prélevés par les entreprises spécialisées. Il a exigé des mesures pour réduire les coûts de transfert et ainsi faciliter les envois de fonds.

D'autres solutions existent, relève Georg Felber, pour qui le système actuel consiste à « s'enrichir sur le dos des pauvres ». Le collaborateur d'Intercoopération considère, par exemple, que les institutions de la microfinance recèlent un grand potentiel dans ce domaine. D'ailleurs, de nombreuses coopératives d'épargne et de crédit proposent déjà des transferts à leurs membres. Elles collaborent parfois avec des spécialistes tels que Western Union ou avec des banques connues. À condition d'optimiser la gestion et la connexion des infrastructures existantes en recourant aux innovations techniques et en améliorant les conditions internationales, il est possible de réduire nettement le coût des transferts d'argent. Un accord conclu entre les États-Unis et le Mexique a, par exemple, stimulé la concurrence entre plusieurs banques sur ce marché. Deux ans plus tard, les frais de transaction avaient diminué de moitié.

Effets contradictoires

Les versements des migrants revêtent incontestablement une importance cruciale pour les pays en développement et en transition. Jusqu'ici, nul n'a cependant examiné leurs effets à long terme sur le développement. L'argent gagné à l'étranger a pour effet d'augmenter la consommation dans le pays d'origine, ce qui favorise la création d'emplois. Il permet aux proches restés sur place d'acquérir une meilleure formation, d'avoir accès aux soins de santé, etc.

Mais les rapatriements de salaires peuvent aussi avoir des conséquences néfastes et appauvrir encore les groupes les plus défavorisés : les familles qui ne parviennent pas à envoyer l'un des leurs à l'étranger sont toujours plus marginalisées. Par ailleurs, les envois de fonds peuvent provoquer une inflation, faire monter le prix des terrains et encourager l'émigration. « Ils enclenchent parfois un cercle vicieux », admet Georg Felber. « Cependant, les avantages sont prépondérants. Car ces flux d'aide privée au développement jouent un rôle tout aussi important que l'aide publique. » ■

(De l'allemand)